

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 06717

Numéro SIREN : 479 766 842

Nom ou dénomination : CAPGEMINI TECHNOLOGY SERVICES

Ce dépôt a été enregistré le 04/05/2022 sous le numéro de dépôt 11508

Capgemini Technology Services

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Aux associés

Capgemini Technology Services
145-151 Quai du Président Roosevelt
92130 Issy-Les-Moulineaux

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capgemini Technology Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 26 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Itto El Hariri

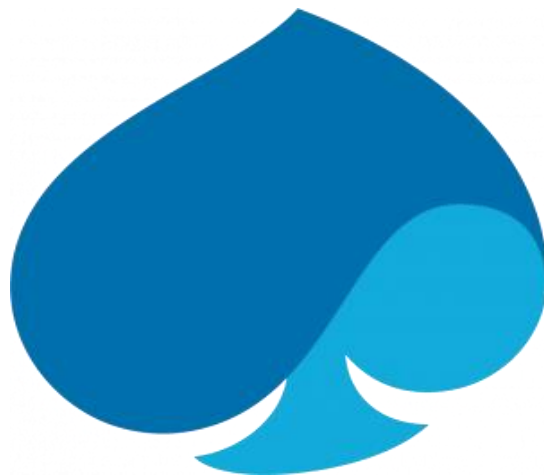
Anne-Laure Rousselou

ETATS FINANCIERS AU 31 décembre 2021

Capgemini Technology Services

Société par actions simplifiée

145 quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX



Sommaire

COMPTES ANNUELS.....	1
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
B1. Immobilisations incorporelles	9
Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels.....	9
B2. Immobilisations corporelles	10
B3. Immobilisations financières.....	10
B4. Créances et dettes.....	11
B5. Opérations en devises.....	11
B6. Provisions.....	11
B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations.....	11
Prestations en régie.....	11
Prestations au forfait.....	11
Prestations d'infogérance.....	12
B8. Engagements de retraite.....	12
B9. Crédit d'impôt Recherche.....	12
B10. Changement de méthode comptable.....	12
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	13
C1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	13
C2. Amortissements.....	14
C3. Fonds commerciaux.....	15
C4. Malis techniques sur actifs incorporels.....	16
C5. Immobilisations financières.....	17
C6. Dépréciation des postes de l'actif.....	18
C7. Etats des échéances des créances.....	19
C8. Créances représentées par des effets de commerce.....	19
C10. Produits à recevoir.....	20
C11. Comptes de régularisation.....	21
Charges constatées d'avance.....	21
Ecart de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	22
Ecart de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	22
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	23
D1. Tableau de variation des capitaux propres.....	23
D2. Tableau de variation des provisions.....	24
D3. Etats des échéances des dettes.....	25
D5. Charges à payer.....	26
D6. Comptes de régularisation.....	27
Produits constatés d'avance.....	27
Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	27
E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	28
E1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	28
E3. Résultat exceptionnel.....	29
E4. Impôt sur les bénéfices.....	30
Intégration fiscale.....	30

<u>Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices.....</u>	<u>31</u>
<u>Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....</u>	<u>31</u>
<u>Variation de la dette future d'impôt.....</u>	<u>32</u>
<u>F. INFORMATIONS DIVERSES.....</u>	<u>33</u>
<u>F1. Effectifs moyens.....</u>	<u>33</u>
<u>F2. Identité de la société mère consolidante.....</u>	<u>34</u>
<u>F3. Engagements hors bilan.....</u>	<u>35</u>
<u>Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>35</u>
<u>Crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>36</u>
<u>F4. Liste des filiales et des participations.....</u>	<u>37</u>
<u>F5. Engagements sur le personnel.....</u>	<u>38</u>
<u>Engagements de retraite et assimilés.....</u>	<u>38</u>
<u>F6. Rémunération des organes de direction.....</u>	<u>39</u>
<u>F7. Information concernant les parties liées.....</u>	<u>40</u>
<u>G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</u>	<u>41</u>

Bilan - Actif

En Milliers d'Euros	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	128	128		
Frais de développement	1 725	1 725	(0)	
Concessions, brevets et droits similaires	12 917	12 913	5	22
Fonds commercial	60 198	4 675	55 523	55 523
Autres immobilisations incorporelles	138 451	32 592	105 858	107 254
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	213 419	52 033	161 386	162 799
Terrains	7		7	7
Constructions	10 094	7 958	2 136	2 847
Installations techniques, matériel	337	203	134	152
Autres immobilisations corporelles	182 019	123 427	58 592	60 068
Immobilisations en cours	11 337		11 337	1 947
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	203 794	131 588	72 206	65 021
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	765		765	765
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	49 317	26	49 291	44 536
Autres immobilisations financières	4 971		4 971	5 648
TOTAL immobilisations financières	55 053	26	55 027	50 949
Total Actif Immobilisé (II)	472 265	183 646	288 619	278 769
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services	15 242		15 242	11 395
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	15 242		15 242	11 395
Avances et acomptes versés sur commandes	7 467		7 467	13 607
Clients et comptes rattachés	733 785	1 204	732 581	651 928
Autres créances	775 256	12	775 244	497 530
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 516 508	1 216	1 515 292	1 163 065
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	19 331		19 331	29 882
TOTAL Disponibilités	19 331		19 331	29 882
Charges constatées d'avance	8 190		8 190	4 810
Total Actif Circulant (III)	1 559 270	1 216	1 558 054	1 209 152
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	158		158	80
Total Général (I à VI)	2 031 694	184 862	1 846 831	1 488 001

Bilan - Passif

<i>En Milliers d'Euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 6 946	6 946	6 931
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	131 366	129 848
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	2 038	2 038
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	2 038	2 038
Report à nouveau	112 974	112 970
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	87 064	48 345
Subventions d'investissement	2 498	593
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	342 886	300 726
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	24 593	22 860
Provisions pour charges	139 603	128 524
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	164 196	151 384
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8	
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	10 213	12 751
TOTAL Dettes financières	10 221	12 751
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 686	22 114
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	434 193	326 731
Dettes fiscales et sociales	555 895	411 616
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 800	4 102
TOTAL Dettes d'exploitation	1 006 574	764 563
Produits constatés d'avance	322 619	258 343
TOTAL DETTES (IV)	1 339 414	1 035 656
Ecart de conversion Passif (V)	335	234
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 846 831	1 488 001

Compte de résultat

En Milliers d'Euros	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	2 530 968	163 400	2 694 368	2 507 872
Chiffres d'affaires nets	2 530 968	163 400	2 694 368	2 507 872
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			30 556	19 311
Autres produits			141 531	129 038
Total des produits d'exploitation (I)			2 866 455	2 656 221
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			980 596	916 214
Impôts, taxes et versements assimilés			51 724	59 211
Salaires et traitements			1 060 465	1 011 049
Charges sociales			472 539	439 336
Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	18 825	20 645
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant	Dotations aux provisions	540	254
	Pour risques et charges	Dotations aux provisions	37 663	31 936
Autres charges			116 524	124 427
Total des charges d'exploitation (II)			2 738 875	2 603 073
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			127 580	53 147
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 201	1 280
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			1 201	1 280
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 076	1 281
Différences négatives de change			1	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 077	1 282
RÉSULTAT FINANCIER			124	(2)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			127 704	53 146

Compte de résultat (suite)

En Milliers d'Euros	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4	320
Produits exceptionnels sur opérations en capital	772	1 620
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 180	4 086
Total des produits exceptionnels (VII)	3 955	6 026
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	722	2 695
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	873	248
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 508	5 693
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 103	8 636
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	852	(2 610)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	21 356	2 814
Impôts sur les bénéfices (X)	20 135	(624)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 871 611	2 663 526
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 784 547	2 615 181
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	87 064	48 345

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants concernant la société :

Aux termes des décisions du 1er avril 2021, les associés de la Société ont approuvé l'apport partiel d'actif réalisé au bénéfice de la Société par la société Capgemini DEMS France S.A.S. (*), de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant à cette date sa branche d'activité de Cybersécurité Industrielle. Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 1 532 212,91€.

- dont 14 473 € à titre d'augmentation de capital et au moins 1 517 739,91 € à titre de prime d'apport ;
- moyennant l'attribution au profit de la société Capgemini Engineering Research and Development S.A.S de 14 473 actions nouvelles de 1 € ;

Après l'apport partiel d'actif de l'activité Cybersécurité Industrielle, le capital social de la Société est, au 1er avril 2021, de 6 945 626 euros et réparti entre les trois associés comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 79,20 %
- Sogeti S.A.S. : 20,05 %
- Capgemini DEMS France S.A.S. : 0,75 %.

(*) Par décision en date du 23 février 2022, la dénomination sociale de la Société DEMS France a été modifiée en « Capgemini Engineering Research and Development à compter du 1er mars 2022.

Les faits marquants concernant sa / ses filiale(s)

Aucun événement marquant n'est intervenu au cours de l'exercice clos.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, aux principes comptables généralement admis en France et au règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

B1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique, et n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds de commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels.

Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels

Conformément au règlement ANC n°2015-06, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial au 1er janvier 2016 ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparaît au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 118 274 milliers d'euros et sont constitués des éléments suivants:

- Mali de fusion TRANSICEL (2005):	10 110 milliers d'euros
- Mali de fusion IACP (2010) :	6 795 milliers d'euros
- Mali de fusion CG Ouest (2011) :	1 330 milliers d'euros
- Mali de fusion Avantias (2011) :	7 935 milliers d'euros
- Mali de fusion REGION et IDF (2009)	19 457 milliers d'euros
- Mali de fusion Plaisir Informatique (2012) :	1 038 milliers d'euros
- Mali de fusion Artésys (2018)	23 077 milliers d'euros
- Mali de fusion Prosodie (2020)	14 024 milliers d'euros
- Mali de fusion Itelios (2020)	34 500 milliers d'euros
- Mali de fusion Itelios Nord Europe (2020)	8 milliers d'euros

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité. Ces éléments ainsi que les malis techniques incorporels ont une durée d'utilisation non limitée.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans et étendu sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation sont calculés à partir de la formule du coût moyen pondéré du capital à partir d'informations du marché. Les taux de croissance à long terme sont déterminés par référence à des études économiques sur la croissance et l'inflation attendues sur les zones concernées.

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels (compris dans les Autres immobilisations incorporelles).

B2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	25 ans
• Agencements et installations	5 à 10 ans
• Matériels divers	3 à 5 ans
• Matériel de bureau	5 à 10 ans
• Matériel informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

B3. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

B4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

B5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

B6. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations:

Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

Capgemini Technology Services

Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendus. Lorsque ces services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge au cours de la période au cours de laquelle ils sont reconnus. Toutefois les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours et inclus dans le poste « Stock » au bilan. Toutefois, en cas de remboursement, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou en factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

B8. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la durée de l'engagement. Ce taux s'élève à 0,82% au 31 décembre 2021 (contre 0,40% au 31 décembre 2020).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

B9. Crédit d'impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

B10. Changement de méthode comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable sur l'exercice clos le 31 décembre 2021.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

C1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement (I)	1 853				1 853
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	212 819		153	-1 407	211 566
Total immobilisations incorporelles	214 672		153	-1 407	213 419
Terrains	7				7
Constructions sur sol propre	85				85
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...	9 910		218	-118	10 010
Installations générales et agencements	75 818		9 411	-2 907	82 323
Installations techniques, matériels et outillages	397			-61	337
Matériel de transport	49			-23	26
Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 797		6 554	-4 106	99 245
Emballages récupérables et divers	408		25	-7	426
Immobilisations corporelles en cours	1 947		11 337	-1 947	11 337
Total immobilisations corporelles	185 418		27 544	-9 169	203 794
Acomptes					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	400 090		27 698	-10 576	417 212

C2. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	1 853				1 853
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 671		1 567	-1 407	34 831
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	36 524		1 567	-1 407	36 684
Terrains					
Constructions sur sol propre	64		3		67
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions, Installations générales, agencements	7 083		926	-118	7 891
Installations techniques, matériels et outillages	246		18	-61	203
Installations générales, agencements divers	48 373		5 683	-2 518	51 538
Matériel de transport	37		2	-23	16
Matériel de bureau, informatique et mobilier	62 763		10 452	-3 622	69 592
Emballages récupérables et divers	342		16	-7	351
Total amortissements sur immobilisations corporelles	118 907		17 100	-6 348	129 658
TOTAL	155 431		18 667	-7 756	166 342

C3. Fonds commerciaux

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
	Apport Clientèle Industrie					
1 983	Cap Sogeti Logiciel		702	702		702
1 988	Cap Sogeti Logiciel		76	76		76
1 983	Cap Sogeti Systèmes		427	427		427
1 988	SESA		1 524	1 524		1 524
2 003	Diebold (apport NIS)		762	762	(762)	
	Apport clientèle Tertiaire					
1 989	Cap Sogeti Logiciel Cap Sogeti Tertiaire		3 651	3 651		3 651
2 011	Fusion Capgemini Est					
	Fusion Cap Sesa (1989)		5 391	5 391	(449)	4 944
	Apport ITMI :					
	Intelvision		449	449		449
	Amaia		162	162	(162)	
	Factor		305	305	(305)	
2 011	Fusion Capgemini Finance & Services					
	Apport clientèle Finance (2005)		3 875	3 875		3 875
2 011	Fusion Capgemini Telecom Media & Défense					
	Clientèle)		229	229		229
	Fonds commercial		15 549	15 549		15 549
2 011	Fusion Avantias					
	Fonds de commerce Sword	1 097		1 097		1 097
	Fonds de commerce DSC - Compuet	1		1		1
2 019	Fusion Sogeti France					
	Fonds commerce COMINFOR R.ALP (1992)		356	356	(356)	
	Fonds commerce ODOS (1996)		61	61	(61)	
	Fonds commercial PROGITEC (1998)		610	610	(610)	
	Fonds commercial DIAF (1998)		278	278	(278)	
	Fonds commercial BW (2001)		1 524	1 524	(1 524)	
	Fonds commercial VIF INFORMA (1992)		152	152	(152)	
	FdC apporté suite à la fusion en mars 2016		13 782	13 782		13 782
	FdC apporté suite à la fusion en janvier 2010		200	200		200
	Fonds commercial ARIANE (2011)		170	170		170
	Fonds commercial HTC (2014)		230	230		230
	Fonds commercial Artésys société Naviline (2018)		3 676	3 676	(15)	3 661
	FdC apporté suite à la fusion CG OS en 2018		4 957	4 957		4 957
TOTAL DES FONDS COMMERCIAUX				60 196	(4 675)	55 524

C4. Malis techniques sur actifs incorporels

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
2 005	Fusion Transicel		10 110	10 110		10 110
2 009	Fusion Capgemini Finance & Service					
	Fusion IACP (2010)		6 795	6 795		6 795
2 011	Fusion Capgemini Telecom Media & Défense					
	Mali de fusion Capgemini Ouest		1 330	1 330		1 330
2 009	Fusion Région et IDF		19 457	19 457		19 457
2 011	Fusion Avantias					
	Mali de fusion Avantias Ouest		357	357		357
	Mali de fusion Avantal Intelligence Documents		322	322		322
	Mali de fusion Avantias Intelligence Solutions		72	72		72
	Mali de fusion Avantias SAS		7 184	7 184		7 184
2 012	Fusion Plaisir Informatique		1 038	1 038		1 038
2 018	Fusion Artésys		23 077	23 077		23 077
2 020	APA Prosodie		14 024	14 024	(13 671)	353
2 020	Mali de fusion Itelios		34 500	34 500		34 500
2 020	Mali de fusion Itelios Nord Europe		8	8		8
TOTAL DES MALIS TECHNIQUES SUR ACTIFS INCORPORELS				118 274	(13 671)	104 603

C5. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31 décembre 2021
Participations évaluées par mise en équivalence	0		0	0	0
Autres participations	765		0	0	765
Autres titres immobilisés	0		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	50 209		5 131	-1 053	54 288
TOTAL	50 974	0	5 131	-1 053	55 053

C6. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	15 349		0	0	15 349
Dépréciations sur immobilisations corporelles	1 490		619	-180	1 929
Dépréciations sur titres mis en équivalence	0		0	0	0
Dépréciations sur titres de participations	0		0	0	0
Dépréciations sur immobilisations financières	26		0	0	26
<i>Dépréciations sur actif immobilisé</i>	16 865	0	619	-180	17 304
Dépréciations sur stocks et encours	0		0	0	0
Dépréciations sur créances clients	1 471		540	-806	1 204
Autres dépréciations	12		0	0	12
<i>Amortissements sur immobilisations corporelles</i>	1 483	0	540	-806	1 216
TOTAL	18 348	0	1 159	-986	18 520

C7. Etats des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 1 571 518 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des créances - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	49 317	2 438	46 879
Autres immos financières	4 971	2 967	2 004
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	54 288	5 405	48 883
Clients douteux ou litigieux	1 254	1 254	
Autres créances clients	732 531	732 531	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 870	6 870	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 237	1 237	
Impôts sur les bénéfices	3	3	
Etat et autres collectivités	58 493	58 493	
Autres impôts			
Etat - divers	2 307	1 307	1 000
Groupes et associés	699 893	699 893	
Débiteurs divers	6 452	6 452	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	1 509 041	1 508 041	1 000
Charges constatées d'avance	8 190	7 995	194
TOTAL DES CREANCES	1 571 518	1 521 441	50 077
Prêts accordés en cours d'exercice	3 616		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

C8. Créances représentées par des effets de commerce

Les effets de commerce sont inclus dans le poste "Créances clients et comptes rattachés".

Ils s'élèvent au 31 décembre 2021 à 12,6 milliers d'euros.

C10. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Exercice 2021
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES D'EXPLOITATION	269 152
Créances clients et comptes rattachés - Factures à émettre	225 153
Autres créances - Fournisseurs, avoirs à recevoir	5 645
Autres créances - Personnel, produits à recevoir	
Autres créances - Organismes sociaux, produits à recevoir	
Autres créances - Etat, produits à recevoir	38 355
TRESORERIE	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	269 152

C11. Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Charges constatées d'avance	Au 31/12/2021		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyers immobiliers et charges locatives	2 027		
Entretien et maintenance	953		
CCA sur projets	3 544		
Charges diverses externe	668		
Charges diverses groupe	997		
TOTAL	8 190		

Écarts de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Actif				
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change	Net
	31/12/2021	Ecart passif*	Couverture de change	31/12/2021	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations					
Prêts et autres créances immobilisées					
Créances d'exploitation et diverses	27		1	26	
Dettes financières					
Dettes d'exploitation et divers	1 233		1 101	132	
Total	1 260		1 102	158	

*Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

Écarts de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Passif
	Montant total
	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations	
Prêts et autres créances immobilisées	
Créances d'exploitation et diverses	-168
Dettes financières	
Dettes d'exploitation et divers	-167
Total	-335

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

D1. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légale	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Suvention d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2021	6 931	2 038	66 363	63 485		112 970	593		48 345	300 726
Réduction de capital										
Fusion	14		1 518							1 532
Affectation du résultat N-1						4			(4)	
Distribution de dividendes									(48 342)	(48 342)
Autres mouvements							1 905			1 905
Résultat de l'exercice N									87 064	87 064
Au 31/12/2021	6 946	2 038	67 881	63 485		112 974	2 498		87 064	342 886

Les opérations indiquées sur la ligne "Fusion" sont liées à l'APA "Cyber" réalisé en 04/2021, provenant de la société CAPGEMINI Engineering Research & Development.

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 6 945 626 actions, dont la valeur nominale s'élève à 1 euro, détenues à 79,20% par SAS CAPGEMINI France, 20,05% par SAS SOGETI et 0,75% par SAS CAPGEMINI Engineering Research & Development.

D2. Tableau de variation des provisions

Nature des provisions	Montants exprimés en milliers d'euros					
	Au 31/12/2020	Fusions et APA	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2021
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour litige	10 216	150	7 811	-2 118	-3 478	12 582
Provisions pour pertes de change	80		158	-80		158
Provisions pour pensions	126 754	274	19 491	-6 352	-4 722	135 445
Autres provisions pour risques et charges	14 334	13	11 278	-3 873	-5 740	16 011
TOTAL (I)	151 384	437	38 739	-12 423	-13 940	164 196
Provisions sur immobilisations incorporelles	15 349					15 349
Provisions sur immobilisations corporelles	1 490		619	-180		1 929
Provisions sur autres immobilisations financières	26					26
Provisions sur comptes clients	1 471		540	-757	-50	1 204
Autres provisions pour dépréciations	12					12
TOTAL (II)	18 348		1 159	-937	-50	18 520
TOTAL GENERAL (I + II)	169 732	437	39 898	-13 360	-13 990	182 717
Dont dotations et reprises d'exploitation			38 851	-24 171		
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles			1 047	-3 180		

Les 437 K€ de la colonne "Fusions et APA" correspondent aux provisions reprises suite à l'APA de l'activité CYBER en date du 1er avril 2021.

Les autres provisions pour risques et charges concernent pour l'essentiel les provisions pour perte à terminaison sur projets et les provisions pour risque social.

Le montant de la dotation 2021 des autres provisions pour risques et charges correspond principalement aux dotations aux provisions pour pertes à terminaison et aux dotations de provisions pour un risque social.

D3. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 1 329 728 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des dettes - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	8	8		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	10 213	2 099	8 114	
Fournisseurs et comptes rattachés	434 193	434 193		
Personnel et comptes rattachés	208 222	208 222		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170 235	165 778	4 457	
Impôts sur les bénéfices	71	71		
Etat et autres collectivités publiques	159 074	159 074		
Obligations cautionnées				
Autres impôts	18 293	18 293		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	6 800	6 800		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	322 619	301 022	16 978	4 620
TOTAL DES DETTES	1 329 728	1 295 560	29 549	4 620
Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

D5. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Charges à payer	Exercice 2021
DETTES D'EXPLOITATION	566 063
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	231 591
Dettes fiscales et sociales	334 472
DETTES FINANCIERES	566
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
DETTES DIVERSES	4 682
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	4 682
TOTAL	571 311

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit au 31 décembre 2021:

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
FRANCHISES DE LOYERS	26 824		
FACTURE D'AVANCE-HG	279 843		
FACTURE D'AVANCE-GRP	15 952		
TOTAL	322 619		

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères
Se reporter au paragraphe C11.

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

E1. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services	2 694 368	2 507 872	7%
Chiffres d'affaires nets	2 694 368	2 507 872	7%

Les autres produits pour 141 531 K€, au 31 décembre 2021, correspondent principalement à la refacturation aux filiales du groupe Capgemini, des coûts des services centraux.

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires	31/12/2021
France	2 530 968
Export	163 400
Chiffres d'affaires nets	2 694 368

E3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Nature	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 955	6 026
Subvention d'investissement	116	1 620
Autres produits sur opérations de gestion	659	320
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 180	4 086
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-3 103	-8 636
Cessions d'immobilisations	-1 586	-248
Autres charges sur opérations de gestion	-10	-2 695
Dotations aux amortissements et provisions	-1 508	-5 693
TOTAL	852	-2 610

E4. Impôt sur les bénéfices

Intégration fiscale

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

L'impôt sur les sociétés supporté par la société Capgemini Technology Services est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021	
	Résultat avant impôt	Calcul de l'impôt
		28,39%
Résultat courant	127 704	36 249
Résultat exceptionnel	852	242
Participation de l'exercice	-21 356	-6 062
Résultat comptable avant impôt	107 199	30 429
Différences fiscales	6 078	1 725
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-124
Crédit d'impôt mécénat		-1 095
Crédit d'impôt recherche		-10 183
Rappels d'impôts		-618
Total		20 135

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
	Résultat avant impôt
Résultat net de l'exercice	87 064
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	20 135
Résultat avant impôt	107 199
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	
Total	107 199

Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercices	
	31/12/2021	31/12/2020
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	20 196	3 144
Congés payés		
Organic	4 130	4 005
Effort construction	736	477
Provisions réglementées :		
Provision IDR	135 445	126 754
Provision pour perte de change	158	80
Provision pour pertes à terminaison	8 271	5 723
Provision pour restructuration		
Autres provisions	14 667	4 495
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	(564)	3 603
Ecarts de conversion sur opérations non couvertes	177	155
Ecart de réévaluation des couvertures de change	420	(3 778)
Autre provisions		
Divers :		
TOTAL	183 637	144 658
Taux d'impôt sur différences temporaires	28,41%	32,02%
IMPOTS DIFFERES	52 171	46 319
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables		
Provision pour investissement		
IMPOTS DIFFERES		

F. INFORMATIONS DIVERSES

F1. Effectifs moyens

Sur l'exercice 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectif par catégorie	2021
Cadres	18 237
Agents de maîtrise et techniciens	417
Employés	1 546
TOTAL	20 200

F2. Identité de la société mère consolidante

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Capgemini S.E.

F3. Engagements hors bilan

Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Engagements donnés - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats) (1)	3 673
- Autres	
- Autres engagements donnés :	
- Engagements de locations	248 285
- Engagements d'achats et ventes de devises à terme auprès de Capgemini S.E (3)	
- Titres de participations	
- Autres (2)	
TOTAL	251 958

(1) Une garantie par une société sœur a été accordée en juin 2015 envers la société NYRSTAR.

L'engagement financier s'élève à 2 259 K euros au 31/12/2021.

Deux garanties de restitution d'acompte Crédit Agricole ony été signées le 05/01/2021 envers le client KHUN pour un montant total de 1 203 K euros.

Ces garanties expirent en janvier et avril 2022.

(3) Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelle de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Capgemini S.E. des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Capgemini S.E., cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises.

Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Devise	Budget	Portion	Base nominale en devise (milliers)	Mart to Mart (€)	Date de début	Date de fin
NOK	2021	Achat	1 710,4	15,4	01/01/2021	31/03/2022
NOK	2022	Achat	3 980,0	9,4	01/01/2022	31/03/2023
CHF	2021	Achat	100,8	6,0	01/01/2021	31/03/2022
CHF	2021	Vente	451,4	26,7	01/01/2021	31/03/2022
CHF	2022	Achat	1 320,0	45,3	01/01/2022	31/03/2023
CHF	2022	Vente	1 513,7	51,9	01/01/2022	31/03/2023
CAD	2021	Achat	456,2	20,4	01/01/2021	31/03/2022
CAD	2021	Vente	289,0	12,9	01/01/2021	31/03/2022
CAD	2022	Achat	407,2	4,5	01/01/2022	31/03/2023
RON	2021	Achat	2 156,7	12,7	01/01/2021	31/03/2022
RON	2021	Vente	1 309,6	7,1	01/01/2021	31/03/2022
RON	2022	Achat	6 704,2	16,7	01/01/2022	31/03/2023
SGD	2021	Achat	1 435,6	35,4	01/01/2021	31/03/2022
SGD	2021	Vente	2 452,6	60,6	01/01/2021	31/03/2022
SGD	2022	Achat	2 190,0	13,0	01/01/2022	31/03/2023
SGD	2022	Vente	3 743,1	22,3	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2021	Achat	47 611,2	5 190,0	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Vente	24 034,4	252,2	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2022	Achat	146 288,7	822,1	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Vente	360,0	2,0	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2023	Achat	80 283,5	1 279,5	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2023	Vente	992,8	17,5	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2024	Achat	35 961,7	4 965,6	01/01/2024	31/03/2025
PLN	2024	Vente	26,3	0,2	01/01/2024	31/03/2025
CNY	2021	Achat	10 877,9	88,0	01/01/2021	31/03/2022
CNY	2021	Vente	1 689,6	14,2	01/01/2021	31/03/2022
CNY	2022	Achat	16 897,2	27,8	01/01/2022	31/03/2023
BRL	2021	Achat	2 192,4	10,7	01/01/2021	31/03/2022
BRL	2021	Vente	1 920,3	9,6	01/01/2021	31/03/2022
BRL	2022	Achat	400,0	2,1	01/01/2022	31/03/2023
SEK	2021	Achat	10 431,4	14,0	01/01/2021	31/03/2022
SEK	2021	Vente	4 656,2	6,3	01/01/2021	31/03/2022
SEK	2022	Achat	30 966,2	164,7	01/01/2022	31/03/2023
AUD	2021	Achat	227,1	3,4	01/01/2021	31/03/2022
AUD	2021	Vente	175,0	2,6	01/01/2021	31/03/2022
AUD	2022	Achat	563,8	6,5	01/01/2022	31/03/2023
AUD	2022	Vente	960,0	11,1	01/01/2022	31/03/2023
USD	2021	Achat	16 308,3	851,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Vente	12 191,8	636,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2022	Achat	32 223,0	849,3	01/01/2022	31/03/2023
USD	2022	Vente	15 952,4	420,5	01/01/2022	31/03/2023
GBP	2021	Achat	9 090,2	815,8	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2021	Vente	5 664,3	509,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2022	Achat	27 575,6	1 001,2	01/01/2022	31/03/2023
GBP	2022	Vente	1 280,6	46,5	01/01/2022	31/03/2023
INR	2021	Achat	3 769 272,0	1 702,5	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Vente	1 446 614,3	93,4	01/01/2021	31/03/2022
INR	2022	Achat	15 063 420,2	463,7	01/01/2022	31/03/2023
INR	2022	Vente	5 279,2	0,1	01/01/2022	31/03/2023
INR	2023	Achat	7 624 656,1	2 002,3	01/01/2023	31/03/2024
INR	2023	Vente	108 923,4	60,5	01/01/2023	31/03/2024
INR	2024	Achat	3 727 639,1	669,0	01/01/2024	31/03/2025
AED	2021	Achat	823,9	18,7	01/01/2021	31/03/2022
AED	2021	Vente	1 985,2	45,2	01/01/2021	31/03/2022
AED	2022	Achat	2 380,0	12,9	01/01/2022	31/03/2023
AED	2022	Vente	4 290,0	23,3	01/01/2022	31/03/2023
DKK	2021	Achat	1 325,0	0,6	01/01/2021	31/03/2022
DKK	2021	Vente	454,9	0,2	01/01/2021	31/03/2022
DKK	2022	Achat	2 100,0	0,7	01/01/2022	31/03/2023
JPY	2021	Achat	711 000,0	104,7	01/01/2021	31/03/2022
JPY	2021	Vente	26 482,5	0,7	01/01/2021	31/03/2022
JPY	2022	Achat	29 004,7	0,8	01/01/2022	31/03/2023
JPY	2022	Vente	34 030,0	7,7	01/01/2022	31/03/2023
MAD	2021	Achat	397,3	0,1	01/01/2021	31/03/2022
MAD	2022	Vente	397,3	0,1	01/01/2022	31/03/2023
MXN	2021	Achat	20 000,0	16,9	01/01/2021	31/03/2022
NZD	2022	Achat	80,0	0,3	01/01/2022	31/03/2023
PHP	2021	Achat	1 920,2	0,4	01/01/2021	31/03/2022
PHP	2021	Vente	10 675,8	2,2	01/01/2021	31/03/2022
PHP	2022	Vente	25 950,0	7,2	01/01/2022	31/03/2023
THB	2022	Vente	8 900,0	0,4	01/01/2022	31/03/2023
VND	2021	Achat	26 082 167,8	65,0	01/01/2021	31/03/2022
VND	2021	Vente	575 000,0	1,4	01/01/2021	31/03/2022
VND	2022	Achat	80 000 000,0	11,1	01/01/2022	31/03/2023
ZAR	2021	Achat	5 987,9	19,8	01/01/2021	31/03/2022
ZAR	2021	Vente	2 252,0	21,9	01/01/2021	31/03/2022
ZAR	2022	Vente	28 510,0	14,6	01/01/2022	31/03/2023

Engagements reçus - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats)	
- Autres	
- Autres engagements reçus :	
- Garanties reçues de clients	
- Garanties de passif sur acquisition de titres de participation	
TOTAL	

Crédit-bail et engagements de location non résiliables

	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR DU BIEN	21 691		21 691
AMORTISSEMENTS :	(12 601)		(12 601)
· Cumuls exercices antérieurs	(12 881)		(12 881)
· Dotations de l'exercice	(8 136)		(8 136)
· Mise au rebut / cessions	8 416		8 416
REDEVANCES PAYEES :	113 004		113 004
· Cumuls exercices antérieurs	104 696		104 696
· Exercices	8 308		8 308
REDEVANCES RESTANT A PAYER :	9 089		9 089
· A un an au plus	5 120		5 120
· A plus d'1 an et 5 ans au plus	3 968		3 968
· A plus de 5 ans			
VALEUR RESIDUELLE :			
· A 1 an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE	8 308		8 308

F4. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires	Dividendes reçus de la filiale
	Brute	Nette					

A. Renseignements concernant les filiales et participations

1. Filiales (+50% capital détenu)

Itelios do brasil informatica LTDA	655	655	100	(500)	(951)	(92)	0

2. Participations (10 à 50% du capital détenu)

TOTAL	655	655					

F5. Engagements sur le personnel

Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 s'analyse comme suit :

Provision d'indemnités de départ à la retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2020	Variation	31/12/2021
Engagement de retraite	176 405	(221)	176 184
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	(49 653)	8 912	(40 741)
Coûts des services passés non financés			0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	126 752	8 691	135 443

Valeur actuelle de l'engagement de retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Valeur actuelle de l'engagement au 1er janvier 2021	176 405
Charge d'intérêts	746
Coût des services rendus au cours de l'exercice	12 490
Prestations servies	(4 842)
Changement de périmètre	352
Ecart actuariel	(2 844)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(6 123)
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 décembre 2021	176 184

Impact de la provision pour indemnité de départ à la retraite sur le résultat 2021 Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Coût des services rendus au titre de l'exercice	12 490
Charge d'intérêts	746
Amortissement des écarts actuariels (méthode corridor)	6 175
Coût des services passés	
Prestations servies	(4 842)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(6 233)
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	8 336

Bénéficiaires pris en compte pour l'évaluation de l'engagement Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Nombre de bénéficiaires	19 510
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	6,55
Age moyen des bénéficiaires (en années)	39

F6. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

F7. Information concernant les parties liées

Il n'y a aucune transaction avec des parties liées significatives conclues à des conditions anormales de marché.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin d'offrir des opportunités de croissance pour Capgemini Technology Services en termes d'activité, de maximiser l'apport de valeur, de consolider les prises de positions auprès des clients, de créer des opportunités croisées auprès des clients et ainsi de devenir le leader sur le marché du testing, la société Altran Technologies S.A.S et la Société ont conclu une convention d'apports partiels d'actif des branches d'activité Finance et Public Sector (ci-après « FPS ») et IT France de la société Altran Technologies S.A.S. au profit de la Société, en date du 16/02/2022.

Aux termes des décisions du 01/04/2022, les associés de la Société ont approuvé les apports partiels d'actif réalisés au bénéfice de la Société par la société Altran Technologies S.A.S., de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant :

- sa branche d'activité « Finance & Public Sector » (FPS). Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 30 980 279,22 € dont 111 561 € à titre d'augmentation de capital et au moins 30 868 718,22 € à titre de prime d'apport moyennant l'attribution au profit de la société Altran Technologies S.A.S. de 111 561 actions nouvelles de 1 € ;

- sa branche d'activité « IT France ». Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 50 979 032,25 € dont 239 707 € à titre d'augmentation de capital et au moins 50 739 325,25 € à titre de prime d'apport, moyennant l'attribution au profit de la société Altran Technologies S.A.S. de 239 707 actions nouvelles de 1 €.

Après les apports partiels d'actif des activités FPS et IT France, le capital social de la Société est, au 1er avril 2022, de 7 296 894 € et réparti entre les quatre associés comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 75,39%
- Sogeti S.A.S. : 19,08%
- Capgemini Engineering Research and Development S.A.S. : 0,72%
- Altran Technologie S.A.S. : 4,81%

CAPGEMINI TECHNOLOGY SERVICES

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 296 894 Euros
Siège social : 145-151 quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
479 766 842 R.C.S. NANTERRE

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES **CONSTATEES PAR ACTE SOUS SEINGS PRIVES** **DU 29 AVRIL 2022**

Les soussignés :

- **Monsieur Olivier Sevilla**
agissant en qualité de président de la société **Capgemini France**, société par actions simplifiée au capital de 88 566 287 euros ayant son siège social 145-151 quai du Président Roosevelt (92130) Issy-Les-Moulineaux, identifiée sous le numéro 328 781 786 R.C.S. Nanterre,
- **Monsieur Stefan Ek**
agissant en qualité de président de la société **Sogeti**, société par actions simplifiée au capital de 260 534 380 euros ayant son siège social 11 rue de Tilsitt (75017) Paris, identifiée sous le numéro 434 325 973 R.C.S. Paris,
- **Monsieur William Rozé**
agissant en qualité de Président de la société **Capgemini Engineering Research and Development**, société par actions simplifiée au capital de 15 246 305,32 euros ayant son siège social 145-151 quai du Président Roosevelt (92130) Issy-Les-Moulineaux, identifiée sous le numéro 444 495 774 R.C.S. Nanterre,
- **Monsieur Hubert Giraud**
agissant en qualité de Président de la société **Altran Technologies**, société par actions simplifiée au capital de 128 510 552,50 euros ayant son siège social 76, avenue Kléber (75016) Paris, identifiée sous le numéro 702 012 956 R.C.S. Paris,

lesdites sociétés Capgemini France, Sogeti, Capgemini Engineering Research and Development et Altran Technologies agissant elles-mêmes en qualité de seuls associés (ci-après « les Associés ») de la société Capgemini Technology Services (ci-après la « Société »),

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- 1° - L'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desdits comptes ;
- 2° - Le rapport de gestion du Président sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- 3° - Le rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;

- 4° - Le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- 5° - Le texte des projets de résolutions soumises aux Associés ;
- 6° - Les statuts de la Société.

Ont pris les décisions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuvent dans toutes leurs parties le rapport de gestion et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports faisant ressortir un résultat net de 87 064 440,99 euros.

En conséquence, les Associés donnent quitus au Président de sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, les Associés constatent qu'au titre des dépenses ou charges visées à l'article 39-4 dudit Code, la Société a encouru en 2021 une charge de 1 583 006 euros au titre des amortissements excédentaires et 197 477 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés, soit un montant global de dépenses non déductible du résultat fiscal de 1 780 483 euros.

Il est précisé qu'il n'existe pas de frais généraux ou de dépenses somptuaires ayant été réintégrés dans le résultat imposable de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés décident d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	87 064 440,99 Euros
Report à nouveau au 31/12/2021	112 974 175,87 Euros
Total à affecter	200 038 616,86 Euros
Dotation à la réserve légale	0,00 Euros
Distribution d'un dividende de 11,93 euros par actions, soit pour 7 296 894 actions :	87 051 945,42 Euros
Et le solde en report à nouveau, soit :	112 986 671,44 Euros
Soit un total affecté de :	200 038 616,86 Euros

Le dividende sera mis en paiement par les soins de la Société au plus tard le **31/07/2022**.

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, les Associés prennent acte que les distributions de dividendes intervenues au titre des trois derniers exercices sont les suivantes :

Exercice	Dividende par action
Exercice clos le 31.12.2020	6,96 euros
Exercice clos le 31.12.2019	Néant
Exercice clos le 31.12.2018	3,52 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés constatent qu'aucune convention nouvelle entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Les Associés, prenant acte de l'expiration du mandat de Président de Monsieur Jérôme SIMÉON à compter de ce jour, décident de renouveler ce mandat pour une nouvelle période d'un (1) an expirant à l'issue des prochaines décisions collectives des Associés devant statuer dans l'année 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Les Associés prennent acte de l'expiration, à compter de ce jour, des mandats respectifs de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire et de Monsieur Jean-Christophe GEORGHIU, Commissaire aux comptes suppléant.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident :

- De renouveler le mandat de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, Société par Actions Simplifiée ayant son siège social situé 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-sur-Seine, à compter de ce jour, pour une nouvelle période de six (6) exercices expirant à l'issue de la décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.
- De nommer Monsieur Emmanuel BENOIST, en remplacement de Monsieur Jean-Christophe GEORGHIU, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, 207 Boulevard Jean-Jaurès - 92100 Boulogne Billancourt, à

compter de ce jour, pour une nouvelle période de six (6) exercices expirant à l'issue de la décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Les Associés prennent ensuite acte que la société « PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT S.A.S. » et Monsieur Emmanuel BENOIST ont déclaré, par lettres séparées, accepter le mandat et n'être atteint, chacun en ce qui le concerne, d'aucune mesure susceptible de leur interdire d'exercer de telles fonctions.

Les Associés prennent acte des mandats des Commissaires aux comptes de la Société qui ont été nommés par décision des Associés dans les termes définis ci-après :

Nom et qualité du Commissaire aux Comptes	Date de nomination	Durée du mandat	Expiration du mandat
MAZARS S.A, cotitulaire	Décision collective des Associés du 30 avril 2020	6 exercices sociaux	A l'issue des décisions collectives des Associés devant statuer dans l'année 2026 sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2025

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Les Associés confèrent tous pouvoirs au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est : La Grande Arche – Paroi Nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), ainsi qu'au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Signature électronique

Les présentes décisions collectives sont signées par les Associés au moyen d'un procédé de signature électronique avancée mis en œuvre par un prestataire de services tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des copies numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Le présent document, signé électroniquement via DocuSign, (i) constitue l'original, (ii) constitue une preuve littérale au sens de l'article 1316-1 du Code civil français (c'est-à-dire qu'il a la même force probante qu'un document manuscrit signé sur papier, et (iii) sa signature électronique doit être considérée comme une signature originale.

Pour Capgemini France

Olivier Sevilla

DocuSigned by:
 Olivier SEVILLA
A51E0DE72DD8405...

Pour Sogeti

Stefan Ek

DocuSigned by:
 Ek Stefan
BF29E534C1E5421...

Pour Capgemini Engineering Research and Development

William Rozé

DocuSigned by:
 William Rozé
80FF7434DC8D4B9...

Pour Altran Technologies

Hubert Giraud

DocuSigned by:
 Hubert GIRAUD
F07B599F4E674FE...

Capgemini Technology Services

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Aux associés

Capgemini Technology Services
145-151 Quai du Président Roosevelt
92130 Issy-Les-Moulineaux

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capgemini Technology Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 26 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Itto El Hariri

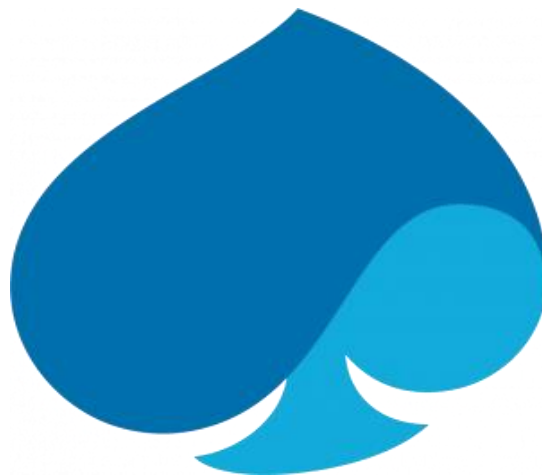
Anne-Laure Rousselou

ETATS FINANCIERS AU 31 décembre 2021

Capgemini Technology Services

Société par actions simplifiée

145 quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX



Sommaire

COMPTES ANNUELS.....	1
Bilan - Actif.....	4
Bilan - Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
B1. Immobilisations incorporelles	9
Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels.....	9
B2. Immobilisations corporelles	10
B3. Immobilisations financières.....	10
B4. Créances et dettes.....	11
B5. Opérations en devises.....	11
B6. Provisions.....	11
B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations.....	11
Prestations en régie.....	11
Prestations au forfait.....	11
Prestations d'infogérance.....	12
B8. Engagements de retraite.....	12
B9. Crédit d'impôt Recherche.....	12
B10. Changement de méthode comptable.....	12
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	13
C1. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	13
C2. Amortissements.....	14
C3. Fonds commerciaux.....	15
C4. Malis techniques sur actifs incorporels.....	16
C5. Immobilisations financières.....	17
C6. Dépréciation des postes de l'actif.....	18
C7. Etats des échéances des créances.....	19
C8. Créances représentées par des effets de commerce.....	19
C10. Produits à recevoir.....	20
C11. Comptes de régularisation.....	21
Charges constatées d'avance.....	21
Ecart de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	22
Ecart de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	22
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	23
D1. Tableau de variation des capitaux propres.....	23
D2. Tableau de variation des provisions.....	24
D3. Etats des échéances des dettes.....	25
D5. Charges à payer.....	26
D6. Comptes de régularisation.....	27
Produits constatés d'avance.....	27
Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères.....	27
E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	28
E1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	28
E3. Résultat exceptionnel.....	29
E4. Impôt sur les bénéfices.....	30
Intégration fiscale.....	30

<u>Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices.....</u>	<u>31</u>
<u>Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....</u>	<u>31</u>
<u>Variation de la dette future d'impôt.....</u>	<u>32</u>
<u>F. INFORMATIONS DIVERSES.....</u>	<u>33</u>
<u>F1. Effectifs moyens.....</u>	<u>33</u>
<u>F2. Identité de la société mère consolidante.....</u>	<u>34</u>
<u>F3. Engagements hors bilan.....</u>	<u>35</u>
<u>Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>35</u>
<u>Crédit-bail et engagements de location non résiliables.....</u>	<u>36</u>
<u>F4. Liste des filiales et des participations.....</u>	<u>37</u>
<u>F5. Engagements sur le personnel.....</u>	<u>38</u>
<u>Engagements de retraite et assimilés.....</u>	<u>38</u>
<u>F6. Rémunération des organes de direction.....</u>	<u>39</u>
<u>F7. Information concernant les parties liées.....</u>	<u>40</u>
<u>G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</u>	<u>41</u>

Bilan - Actif

En Milliers d'Euros	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	128	128		
Frais de développement	1 725	1 725	(0)	
Concessions, brevets et droits similaires	12 917	12 913	5	22
Fonds commercial	60 198	4 675	55 523	55 523
Autres immobilisations incorporelles	138 451	32 592	105 858	107 254
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	213 419	52 033	161 386	162 799
Terrains	7		7	7
Constructions	10 094	7 958	2 136	2 847
Installations techniques, matériel	337	203	134	152
Autres immobilisations corporelles	182 019	123 427	58 592	60 068
Immobilisations en cours	11 337		11 337	1 947
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	203 794	131 588	72 206	65 021
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	765		765	765
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	49 317	26	49 291	44 536
Autres immobilisations financières	4 971		4 971	5 648
TOTAL immobilisations financières	55 053	26	55 027	50 949
Total Actif Immobilisé (II)	472 265	183 646	288 619	278 769
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services	15 242		15 242	11 395
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	15 242		15 242	11 395
Avances et acomptes versés sur commandes	7 467		7 467	13 607
Clients et comptes rattachés	733 785	1 204	732 581	651 928
Autres créances	775 256	12	775 244	497 530
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 516 508	1 216	1 515 292	1 163 065
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	19 331		19 331	29 882
TOTAL Disponibilités	19 331		19 331	29 882
Charges constatées d'avance	8 190		8 190	4 810
Total Actif Circulant (III)	1 559 270	1 216	1 558 054	1 209 152
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	158		158	80
Total Général (I à VI)	2 031 694	184 862	1 846 831	1 488 001

Bilan - Passif

En Milliers d'Euros	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé : 6 946	6 946	6 931
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	131 366	129 848
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	2 038	2 038
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves	2 038	2 038
Report à nouveau	112 974	112 970
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	87 064	48 345
Subventions d'investissement	2 498	593
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	342 886	300 726
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	24 593	22 860
Provisions pour charges	139 603	128 524
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	164 196	151 384
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8	
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	10 213	12 751
TOTAL Dettes financières	10 221	12 751
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 686	22 114
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	434 193	326 731
Dettes fiscales et sociales	555 895	411 616
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 800	4 102
TOTAL Dettes d'exploitation	1 006 574	764 563
Produits constatés d'avance	322 619	258 343
TOTAL DETTES (IV)	1 339 414	1 035 656
Ecart de conversion Passif (V)	335	234
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 846 831	1 488 001

Compte de résultat

En Milliers d'Euros	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	2 530 968	163 400	2 694 368	2 507 872
Chiffres d'affaires nets	2 530 968	163 400	2 694 368	2 507 872
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			30 556	19 311
Autres produits			141 531	129 038
Total des produits d'exploitation (I)			2 866 455	2 656 221
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			980 596	916 214
Impôts, taxes et versements assimilés			51 724	59 211
Salaires et traitements			1 060 465	1 011 049
Charges sociales			472 539	439 336
Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	18 825	20 645
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant	Dotations aux provisions	540	254
	Pour risques et charges	Dotations aux provisions	37 663	31 936
Autres charges			116 524	124 427
Total des charges d'exploitation (II)			2 738 875	2 603 073
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			127 580	53 147
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1 201	1 280
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			1 201	1 280
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 076	1 281
Différences négatives de change			1	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 077	1 282
RÉSULTAT FINANCIER			124	(2)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			127 704	53 146

Compte de résultat (suite)

En Milliers d'Euros	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4	320
Produits exceptionnels sur opérations en capital	772	1 620
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 180	4 086
Total des produits exceptionnels (VII)	3 955	6 026
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	722	2 695
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	873	248
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 508	5 693
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 103	8 636
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	852	(2 610)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	21 356	2 814
Impôts sur les bénéfices (X)	20 135	(624)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 871 611	2 663 526
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 784 547	2 615 181
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	87 064	48 345

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants concernant la société :

Aux termes des décisions du 1er avril 2021, les associés de la Société ont approuvé l'apport partiel d'actif réalisé au bénéfice de la Société par la société Capgemini DEMS France S.A.S. (*), de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant à cette date sa branche d'activité de Cybersécurité Industrielle. Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 1 532 212,91€.

- dont 14 473 € à titre d'augmentation de capital et au moins 1 517 739,91 € à titre de prime d'apport ;
- moyennant l'attribution au profit de la société Capgemini Engineering Research and Development S.A.S de 14 473 actions nouvelles de 1 € ;

Après l'apport partiel d'actif de l'activité Cybersécurité Industrielle, le capital social de la Société est, au 1er avril 2021, de 6 945 626 euros et réparti entre les trois associés comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 79,20 %
- Sogeti S.A.S. : 20,05 %
- Capgemini DEMS France S.A.S. : 0,75 %.

(*) Par décision en date du 23 février 2022, la dénomination sociale de la Société DEMS France a été modifiée en « Capgemini Engineering Research and Development à compter du 1er mars 2022.

Les faits marquants concernant sa / ses filiale(s)

Aucun événement marquant n'est intervenu au cours de l'exercice clos.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, aux principes comptables généralement admis en France et au règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

B1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique, et n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds de commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels.

Fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels

Conformément au règlement ANC n°2015-06, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial au 1er janvier 2016 ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparait au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 118 274 milliers d'euros et sont constitués des éléments suivants:

- Mali de fusion TRANSICEL (2005):	10 110 milliers d'euros
- Mali de fusion IACP (2010) :	6 795 milliers d'euros
- Mali de fusion CG Ouest (2011) :	1 330 milliers d'euros
- Mali de fusion Avantias (2011) :	7 935 milliers d'euros
- Mali de fusion REGION et IDF (2009)	19 457 milliers d'euros
- Mali de fusion Plaisir Informatique (2012) :	1 038 milliers d'euros
- Mali de fusion Artésys (2018)	23 077 milliers d'euros
- Mali de fusion Prosodie (2020)	14 024 milliers d'euros
- Mali de fusion Itelios (2020)	34 500 milliers d'euros
- Mali de fusion Itelios Nord Europe (2020)	8 milliers d'euros

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité. Ces éléments ainsi que les malis techniques incorporels ont une durée d'utilisation non limitée.

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans et étendu sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation sont calculés à partir de la formule du coût moyen pondéré du capital à partir d'informations du marché. Les taux de croissance à long terme sont déterminés par référence à des études économiques sur la croissance et l'inflation attendues sur les zones concernées.

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels (compris dans les Autres immobilisations incorporelles).

B2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	25 ans
• Agencements et installations	5 à 10 ans
• Matériels divers	3 à 5 ans
• Matériel de bureau	5 à 10 ans
• Matériel informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

B3. Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

B4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

B5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

B6. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

B7. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations:

Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

Capgemini Technology Services

Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendus. Lorsque ces services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge au cours de la période au cours de laquelle ils sont reconnus. Toutefois les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours et inclus dans le poste « Stock » au bilan. Toutefois, en cas de remboursement, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou en factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

B8. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la durée de l'engagement. Ce taux s'élève à 0,82% au 31 décembre 2021 (contre 0,40% au 31 décembre 2020).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

B9. Crédit d'impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

B10. Changement de méthode comptable

La société n'a procédé à aucun changement de méthode comptable sur l'exercice clos le 31 décembre 2021.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

C1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement (I)	1 853				1 853
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	212 819		153	-1 407	211 566
Total immobilisations incorporelles	214 672		153	-1 407	213 419
Terrains	7				7
Constructions sur sol propre	85				85
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements...	9 910		218	-118	10 010
Installations générales et agencements	75 818		9 411	-2 907	82 323
Installations techniques, matériels et outillages	397			-61	337
Matériel de transport	49			-23	26
Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 797		6 554	-4 106	99 245
Emballages récupérables et divers	408		25	-7	426
Immobilisations corporelles en cours	1 947		11 337	-1 947	11 337
Total immobilisations corporelles	185 418		27 544	-9 169	203 794
Acomptes					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	400 090		27 698	-10 576	417 212

C2. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement	1 853				1 853
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 671		1 567	-1 407	34 831
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	36 524		1 567	-1 407	36 684
Terrains					
Constructions sur sol propre	64		3		67
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions, Installations générales, agencements	7 083		926	-118	7 891
Installations techniques, matériels et outillages	246		18	-61	203
Installations générales, agencements divers	48 373		5 683	-2 518	51 538
Matériel de transport	37		2	-23	16
Matériel de bureau, informatique et mobilier	62 763		10 452	-3 622	69 592
Emballages récupérables et divers	342		16	-7	351
Total amortissements sur immobilisations corporelles	118 907		17 100	-6 348	129 658
TOTAL	155 431		18 667	-7 756	166 342

C3. Fonds commerciaux

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
	Apport Clientèle Industrie					
1 983	Cap Sogeti Logiciel		702	702		702
1 988	Cap Sogeti Logiciel		76	76		76
1 983	Cap Sogeti Systèmes		427	427		427
1 988	SESA		1 524	1 524		1 524
2 003	Diebold (apport NIS)		762	762	(762)	
	Apport clientèle Tertiaire					
1 989	Cap Sogeti Logiciel Cap Sogeti Tertiaire		3 651	3 651		3 651
2 011	Fusion Capgemini Est					
	Fusion Cap Sesa (1989)		5 391	5 391	(449)	4 944
	Apport ITMI :					
	Intelvision		449	449		449
	Amaia		162	162	(162)	
	Factor		305	305	(305)	
2 011	Fusion Capgemini Finance & Services					
	Apport clientèle Finance (2005)		3 875	3 875		3 875
2 011	Fusion Capgemini Telecom Media & Défense					
	Clientèle)		229	229		229
	Fonds commercial		15 549	15 549		15 549
2 011	Fusion Avantias					
	Fonds de commerce Sword	1 097		1 097		1 097
	Fonds de commerce DSC - Compuet	1		1		1
2 019	Fusion Sogeti France					
	Fonds commerce COMINFOR R.ALP (1992)		356	356	(356)	
	Fonds commerce ODOS (1996)		61	61	(61)	
	Fonds commercial PROGITEC (1998)		610	610	(610)	
	Fonds commercial DIAF (1998)		278	278	(278)	
	Fonds commercial BW (2001)		1 524	1 524	(1 524)	
	Fonds commercial VIF INFORMA (1992)		152	152	(152)	
	FdC apporté suite à la fusion en mars 2016		13 782	13 782		13 782
	FdC apporté suite à la fusion en janvier 2010		200	200		200
	Fonds commercial ARIANE (2011)		170	170		170
	Fonds commercial HTC (2014)		230	230		230
	Fonds commercial Artésys société Naviline (2018)		3 676	3 676	(15)	3 661
	FdC apporté suite à la fusion CG OS en 2018		4 957	4 957		4 957
TOTAL DES FONDS COMMERCIAUX				60 196	(4 675)	55 524

C4. Malis techniques sur actifs incorporels

Montants exprimés en milliers d'euros						
Date	Elément	Achetés	Reçus en apport	Total	Dépréc.	Valeur nette comptable
2 005	Fusion Transicel		10 110	10 110		10 110
2 009	Fusion Capgemini Finance & Service					
	Fusion IACP (2010)		6 795	6 795		6 795
2 011	Fusion Capgemini Telecom Media & Défense					
	Mali de fusion Capgemini Ouest		1 330	1 330		1 330
2 009	Fusion Région et IDF		19 457	19 457		19 457
2 011	Fusion Avantias					
	Mali de fusion Avantias Ouest		357	357		357
	Mali de fusion Avantal Intelligence Documents		322	322		322
	Mali de fusion Avantias Intelligence Solutions		72	72		72
	Mali de fusion Avantias SAS		7 184	7 184		7 184
2 012	Fusion Plaisir Informatique		1 038	1 038		1 038
2 018	Fusion Artésys		23 077	23 077		23 077
2 020	APA Prosodie		14 024	14 024	(13 671)	353
2 020	Mali de fusion Itelios		34 500	34 500		34 500
2 020	Mali de fusion Itelios Nord Europe		8	8		8
TOTAL DES MALIS TECHNIQUES SUR ACTIFS INCORPORELS				118 274	(13 671)	104 603

C5. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31 décembre 2021
Participations évaluées par mise en équivalence	0		0	0	0
Autres participations	765		0	0	765
Autres titres immobilisés	0		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	50 209		5 131	-1 053	54 288
TOTAL	50 974	0	5 131	-1 053	55 053

C6. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2020	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	15 349		0	0	15 349
Dépréciations sur immobilisations corporelles	1 490		619	-180	1 929
Dépréciations sur titres mis en équivalence	0		0	0	0
Dépréciations sur titres de participations	0		0	0	0
Dépréciations sur immobilisations financières	26		0	0	26
<i>Dépréciations sur actif immobilisé</i>	16 865	0	619	-180	17 304
Dépréciations sur stocks et encours	0		0	0	0
Dépréciations sur créances clients	1 471		540	-806	1 204
Autres dépréciations	12		0	0	12
<i>Amortissements sur immobilisations corporelles</i>	1 483	0	540	-806	1 216
TOTAL	18 348	0	1 159	-986	18 520

C7. Etats des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 1 571 518 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des créances - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	49 317	2 438	46 879
Autres immos financières	4 971	2 967	2 004
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	54 288	5 405	48 883
Clients douteux ou litigieux	1 254	1 254	
Autres créances clients	732 531	732 531	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 870	6 870	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 237	1 237	
Impôts sur les bénéfices	3	3	
Etat et autres collectivités	58 493	58 493	
Autres impôts			
Etat - divers	2 307	1 307	1 000
Groupes et associés	699 893	699 893	
Débiteurs divers	6 452	6 452	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	1 509 041	1 508 041	1 000
Charges constatées d'avance	8 190	7 995	194
TOTAL DES CREANCES	1 571 518	1 521 441	50 077
Prêts accordés en cours d'exercice	3 616		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

C8. Créances représentées par des effets de commerce

Les effets de commerce sont inclus dans le poste "Créances clients et comptes rattachés".

Ils s'élèvent au 31 décembre 2021 à 12,6 milliers d'euros.

C10. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Exercice 2021
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES D'EXPLOITATION	269 152
Créances clients et comptes rattachés - Factures à émettre	225 153
Autres créances - Fournisseurs, avoirs à recevoir	5 645
Autres créances - Personnel, produits à recevoir	
Autres créances - Organismes sociaux, produits à recevoir	
Autres créances - Etat, produits à recevoir	38 355
TRESORERIE	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	269 152

C11. Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Charges constatées d'avance	Au 31/12/2021		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyers immobiliers et charges locatives	2 027		
Entretien et maintenance	953		
CCA sur projets	3 544		
Charges diverses externe	668		
Charges diverses groupe	997		
TOTAL	8 190		

Écarts de conversion actif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Actif				
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change	Net
	31/12/2021	Ecart passif*	Couverture de change	31/12/2021	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations					
Prêts et autres créances immobilisées					
Créances d'exploitation et diverses	27		1	26	
Dettes financières					
Dettes d'exploitation et divers	1 233		1 101	132	
Total	1 260		1 102	158	

*Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

Écarts de conversion passif sur créances et dettes en monnaies étrangères

	Écarts de conversion Passif
	Montant total
	31/12/2021
Acomptes sur immobilisations	
Prêts et autres créances immobilisées	
Créances d'exploitation et diverses	-168
Dettes financières	
Dettes d'exploitation et divers	-167
Total	-335

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

D1. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légale	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Suvention d'investissement	Provisions réglementées	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2021	6 931	2 038	66 363	63 485		112 970	593		48 345	300 726
Réduction de capital										
Fusion	14		1 518							1 532
Affectation du résultat N-1						4			(4)	
Distribution de dividendes									(48 342)	(48 342)
Autres mouvements							1 905			1 905
Résultat de l'exercice N									87 064	87 064
Au 31/12/2021	6 946	2 038	67 881	63 485		112 974	2 498		87 064	342 886

Les opérations indiquées sur la ligne "Fusion" sont liées à l'APA "Cyber" réalisé en 04/2021, provenant de la société CAPGEMINI Engineering Research & Development.

Au 31 décembre 2021, le capital social est composé de 6 945 626 actions, dont la valeur nominale s'élève à 1 euro, détenues à 79,20% par SAS CAPGEMINI France, 20,05% par SAS SOGETI et 0,75% par SAS CAPGEMINI Engineering Research & Development.

D2. Tableau de variation des provisions

Montants exprimés en milliers d'euros						
Nature des provisions	Au 31/12/2020	Fusions et APA	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2021
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour litige	10 216	150	7 811	-2 118	-3 478	12 582
Provisions pour pertes de change	80		158	-80		158
Provisions pour pensions	126 754	274	19 491	-6 352	-4 722	135 445
Autres provisions pour risques et charges	14 334	13	11 278	-3 873	-5 740	16 011
TOTAL (I)	151 384	437	38 739	-12 423	-13 940	164 196
Provisions sur immobilisations incorporelles	15 349					15 349
Provisions sur immobilisations corporelles	1 490		619	-180		1 929
Provisions sur autres immobilisations financières	26					26
Provisions sur comptes clients	1 471		540	-757	-50	1 204
Autres provisions pour dépréciations	12					12
TOTAL (II)	18 348		1 159	-937	-50	18 520
TOTAL GENERAL (I + II)	169 732	437	39 898	-13 360	-13 990	182 717
Dont dotations et reprises d'exploitation			38 851	-24 171		
Dont dotations et reprises financières						
Dont dotations et reprises exceptionnelles			1 047	-3 180		

Les 437 K€ de la colonne "Fusions et APA" correspondent aux provisions reprises suite à l'APA de l'activité CYBER en date du 1er avril 2021.

Les autres provisions pour risques et charges concernent pour l'essentiel les provisions pour perte à terminaison sur projets et les provisions pour risque social.

Le montant de la dotation 2021 des autres provisions pour risques et charges correspond principalement aux dotations aux provisions pour pertes à terminaison et aux dotations de provisions pour un risque social.

D3. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 1 329 728 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2021 et se décomposent comme suit :

Etat des dettes - Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	8	8		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	10 213	2 099	8 114	
Fournisseurs et comptes rattachés	434 193	434 193		
Personnel et comptes rattachés	208 222	208 222		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170 235	165 778	4 457	
Impôts sur les bénéfices	71	71		
Etat et autres collectivités publiques	159 074	159 074		
Obligations cautionnées				
Autres impôts	18 293	18 293		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	6 800	6 800		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	322 619	301 022	16 978	4 620
TOTAL DES DETTES	1 329 728	1 295 560	29 549	4 620
Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

D5. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Charges à payer	Exercice 2021
DETTES D'EXPLOITATION	566 063
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	231 591
Dettes fiscales et sociales	334 472
DETTES FINANCIERES	566
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
DETTES DIVERSES	4 682
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	4 682
TOTAL	571 311

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit au 31 décembre 2021:

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
FRANCHISES DE LOYERS	26 824		
FACTURE D'AVANCE-HG	279 843		
FACTURE D'AVANCE-GRP	15 952		
TOTAL	322 619		

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères
Se reporter au paragraphe C11.

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

E1. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 se ventile de la façon suivante :

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			
Production vendue biens			
Production vendue services	2 694 368	2 507 872	7%
Chiffres d'affaires nets	2 694 368	2 507 872	7%

Les autres produits pour 141 531 K€, au 31 décembre 2021, correspondent principalement à la refacturation aux filiales du groupe Capgemini, des coûts des services centraux.

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires	31/12/2021
France	2 530 968
Export	163 400
Chiffres d'affaires nets	2 694 368

E3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Nature	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 955	6 026
Subvention d'investissement	116	1 620
Autres produits sur opérations de gestion	659	320
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 180	4 086
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-3 103	-8 636
Cessions d'immobilisations	-1 586	-248
Autres charges sur opérations de gestion	-10	-2 695
Dotations aux amortissements et provisions	-1 508	-5 693
TOTAL	852	-2 610

E4. Impôt sur les bénéfices

Intégration fiscale

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

L'impôt sur les sociétés supporté par la société Capgemini Technology Services est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021	
	Résultat avant impôt	Calcul de l'impôt
		28,39%
Résultat courant	127 704	36 249
Résultat exceptionnel	852	242
Participation de l'exercice	-21 356	-6 062
Résultat comptable avant impôt	107 199	30 429
Différences fiscales	6 078	1 725
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-124
Crédit d'impôt mécénat		-1 095
Crédit d'impôt recherche		-10 183
Rappels d'impôts		-618
Total		20 135

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
	Résultat avant impôt
Résultat net de l'exercice	87 064
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	20 135
Résultat avant impôt	107 199
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	
Total	107 199

Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercices	
	31/12/2021	31/12/2020
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	20 196	3 144
Congés payés		
Organic	4 130	4 005
Effort construction	736	477
Provisions réglementées :		
Provision IDR	135 445	126 754
Provision pour perte de change	158	80
Provision pour pertes à terminaison	8 271	5 723
Provision pour restructuration		
Autres provisions	14 667	4 495
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	(564)	3 603
Ecarts de conversion sur opérations non couvertes	177	155
Ecart de réévaluation des couvertures de change	420	(3 778)
Autre provisions		
Divers :		
TOTAL	183 637	144 658
Taux d'impôt sur différences temporaires	28,41%	32,02%
IMPOTS DIFFERES	52 171	46 319
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables		
Provision pour investissement		
IMPOTS DIFFERES		

F. INFORMATIONS DIVERSES

F1. Effectifs moyens

Sur l'exercice 2021, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectif par catégorie	2021
Cadres	18 237
Agents de maîtrise et techniciens	417
Employés	1 546
TOTAL	20 200

F2. Identité de la société mère consolidante

Dénomination société mère	Forme juridique	Adresse siège social
CAPGEMINI	SE	11 RUE DE TILSITT - 75017 PARIS

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Capgemini S.E.

F3. Engagements hors bilan

Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Engagements donnés - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats) (1)	3 673
- Autres	
- Autres engagements donnés :	
- Engagements de locations	248 285
- Engagements d'achats et ventes de devises à terme auprès de Capgemini S.E (3)	
- Titres de participations	
- Autres (2)	
TOTAL	251 958

(1) Une garantie par une société sœur a été accordée en juin 2015 envers la société NYRSTAR.

L'engagement financier s'élève à 2 259 K euros au 31/12/2021.

Deux garanties de restitution d'acompte Crédit Agricole ont été signées le 05/01/2021 envers le client KHUN pour un montant total de 1 203 K euros.

Ces garanties expirent en janvier et avril 2022.

(3) Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelle de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Capgemini S.E. des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Capgemini S.E., cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises.

Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Devise	Budget	Portion	Base nominale en devise (milliers)	Mont to Montet (K€)	Date de début	Date de fin
NOK	2021	Achat	1 710,4	15,4	01/01/2021	31/03/2022
NOK	2022	Achat	3 980,0	9,4	01/01/2022	31/03/2023
CHF	2021	Achat	100,8	6,0	01/01/2021	31/03/2022
CHF	2021	Vente	451,4	26,7	01/01/2021	31/03/2022
CHF	2022	Achat	1 320,0	45,3	01/01/2022	31/03/2023
CHF	2022	Vente	1 513,7	51,9	01/01/2022	31/03/2023
CAD	2021	Achat	456,2	20,4	01/01/2021	31/03/2022
CAD	2021	Vente	289,0	12,9	01/01/2021	31/03/2022
CAD	2022	Achat	407,2	4,5	01/01/2022	31/03/2023
RON	2021	Achat	2 156,7	12,7	01/01/2021	31/03/2022
RON	2021	Vente	1 309,6	7,1	01/01/2021	31/03/2022
RON	2022	Achat	6 704,2	16,7	01/01/2022	31/03/2023
SGD	2021	Achat	1 435,6	35,4	01/01/2021	31/03/2022
SGD	2021	Vente	2 452,6	60,6	01/01/2021	31/03/2022
SGD	2022	Achat	2 190,0	13,0	01/01/2022	31/03/2023
SGD	2022	Vente	3 743,1	22,3	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2021	Achat	47 611,2	5 190,0	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2021	Vente	24 034,4	252,2	01/01/2021	31/03/2022
PLN	2022	Achat	146 288,7	822,1	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2022	Vente	360,0	2,0	01/01/2022	31/03/2023
PLN	2023	Achat	80 283,5	1 279,5	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2023	Vente	992,8	17,5	01/01/2023	31/03/2024
PLN	2024	Achat	35 961,7	4 965,6	01/01/2024	31/03/2025
PLN	2024	Vente	26,3	0,2	01/01/2024	31/03/2025
CNY	2021	Achat	10 877,9	88,0	01/01/2021	31/03/2022
CNY	2021	Vente	1 689,6	14,2	01/01/2021	31/03/2022
CNY	2022	Achat	16 897,2	27,8	01/01/2022	31/03/2023
BRL	2021	Achat	2 192,4	10,7	01/01/2021	31/03/2022
BRL	2021	Vente	1 920,3	9,6	01/01/2021	31/03/2022
BRL	2022	Achat	400,0	2,1	01/01/2022	31/03/2023
SEK	2021	Achat	10 431,4	14,0	01/01/2021	31/03/2022
SEK	2021	Vente	4 656,2	6,3	01/01/2021	31/03/2022
SEK	2022	Achat	30 966,2	164,7	01/01/2022	31/03/2023
AUD	2021	Achat	227,1	3,4	01/01/2021	31/03/2022
AUD	2021	Vente	175,0	2,6	01/01/2021	31/03/2022
AUD	2022	Achat	563,8	6,5	01/01/2022	31/03/2023
AUD	2022	Vente	960,0	11,1	01/01/2022	31/03/2023
USD	2021	Achat	16 308,3	851,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2021	Vente	12 191,8	636,0	01/01/2021	31/03/2022
USD	2022	Achat	32 223,0	849,3	01/01/2022	31/03/2023
USD	2022	Vente	15 952,4	420,5	01/01/2022	31/03/2023
GBP	2021	Achat	9 090,2	815,8	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2021	Vente	5 664,3	509,1	01/01/2021	31/03/2022
GBP	2022	Achat	27 575,6	1 001,2	01/01/2022	31/03/2023
GBP	2022	Vente	1 280,6	46,5	01/01/2022	31/03/2023
INR	2021	Achat	3 769 272,0	1 702,5	01/01/2021	31/03/2022
INR	2021	Vente	1 446 614,3	83,4	01/01/2021	31/03/2022
INR	2022	Achat	15 063 420,2	463,7	01/01/2022	31/03/2023
INR	2022	Vente	5 279,2	0,1	01/01/2022	31/03/2023
INR	2023	Achat	7 624 656,1	2 002,3	01/01/2023	31/03/2024
INR	2023	Vente	108 923,4	60,5	01/01/2023	31/03/2024
INR	2024	Achat	3 727 639,1	669,0	01/01/2024	31/03/2025
AED	2021	Achat	823,9	18,7	01/01/2021	31/03/2022
AED	2021	Vente	1 985,2	45,2	01/01/2021	31/03/2022
AED	2022	Achat	2 380,0	12,9	01/01/2022	31/03/2023
AED	2022	Vente	4 290,0	23,3	01/01/2022	31/03/2023
DKK	2021	Achat	1 325,0	0,6	01/01/2021	31/03/2022
DKK	2021	Vente	454,9	0,2	01/01/2021	31/03/2022
DKK	2022	Achat	2 100,0	0,7	01/01/2022	31/03/2023
JPY	2021	Achat	711 000,0	104,7	01/01/2021	31/03/2022
JPY	2021	Vente	26 482,5	0,7	01/01/2021	31/03/2022
JPY	2022	Achat	29 004,7	0,8	01/01/2022	31/03/2023
JPY	2022	Vente	34 030,0	7,7	01/01/2022	31/03/2023
MAD	2021	Achat	397,3	0,1	01/01/2021	31/03/2022
MAD	2022	Vente	397,3	0,1	01/01/2022	31/03/2023
MXN	2021	Achat	20 000,0	16,9	01/01/2021	31/03/2022
NZD	2022	Achat	80,0	0,3	01/01/2022	31/03/2023
PHP	2021	Achat	1 920,2	0,4	01/01/2021	31/03/2022
PHP	2021	Vente	10 675,8	2,2	01/01/2021	31/03/2022
PHP	2022	Vente	25 950,0	7,2	01/01/2022	31/03/2023
THB	2022	Vente	8 900,0	0,4	01/01/2022	31/03/2023
VND	2021	Achat	26 082 167,8	65,0	01/01/2021	31/03/2022
VND	2021	Vente	575 000,0	1,4	01/01/2021	31/03/2022
VND	2022	Achat	80 000 000,0	11,1	01/01/2022	31/03/2023
ZAR	2021	Achat	5 987,9	19,8	01/01/2021	31/03/2022
ZAR	2021	Vente	2 252,0	21,9	01/01/2021	31/03/2022
ZAR	2022	Vente	28 510,0	14,6	01/01/2022	31/03/2023

Engagements reçus - Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers :	
- Effets escomptés non échus	
- Avals et cautions (contrats)	
- Autres	
- Autres engagements reçus :	
- Garanties reçues de clients	
- Garanties de passif sur acquisition de titres de participation	
TOTAL	

Crédit-bail et engagements de location non résiliables

	Matériel informatique	Autres	Total
VALEUR DU BIEN	21 691		21 691
AMORTISSEMENTS :	(12 601)		(12 601)
· Cumuls exercices antérieurs	(12 881)		(12 881)
· Dotations de l'exercice	(8 136)		(8 136)
· Mise au rebut / cessions	8 416		8 416
REDEVANCES PAYEES :	113 004		113 004
· Cumuls exercices antérieurs	104 696		104 696
· Exercices	8 308		8 308
REDEVANCES RESTANT A PAYER :	9 089		9 089
· A un an au plus	5 120		5 120
· A plus d'1 an et 5 ans au plus	3 968		3 968
· A plus de 5 ans			
VALEUR RESIDUELLE :			
· A 1 an au plus			
· A plus d'1 an et 5 ans au plus			
· A plus de 5 ans			
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE	8 308		8 308

F4. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires	Dividendes reçus de la filiale
	Brute	Nette					

A. Renseignements concernant les filiales et participations

1. Filiales (+50% capital détenu)

Itelios do brasil informatica LTDA	655	655	100	(500)	(951)	(92)	0

2. Participations (10 à 50% du capital détenu)

TOTAL	655	655					

F5. Engagements sur le personnel

Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021 s'analyse comme suit :

Provision d'indemnités de départ à la retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2020	Variation	31/12/2021
Engagement de retraite	176 405	(221)	176 184
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	(49 653)	8 912	(40 741)
Coûts des services passés non financés			0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	126 752	8 691	135 443

Valeur actuelle de l'engagement de retraite Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Valeur actuelle de l'engagement au 1er janvier 2021	176 405
Charge d'intérêts	746
Coût des services rendus au cours de l'exercice	12 490
Prestations servies	(4 842)
Changement de périmètre	352
Ecart actuariel	(2 844)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(6 123)
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 décembre 2021	176 184

Impact de la provision pour indemnité de départ à la retraite sur le résultat 2021 Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Coût des services rendus au titre de l'exercice	12 490
Charge d'intérêts	746
Amortissement des écarts actuariels (méthode corridor)	6 175
Coût des services passés	
Prestations servies	(4 842)
Autres mouvements ("cessation d'emploi")	(6 233)
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	8 336

Bénéficiaires pris en compte pour l'évaluation de l'engagement Montants exprimés en milliers d'euros	31/12/2021
Nombre de bénéficiaires	19 510
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	6,55
Age moyen des bénéficiaires (en années)	39

F6. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

F7. Information concernant les parties liées

Il n'y a aucune transaction avec des parties liées significatives conclues à des conditions anormales de marché.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin d'offrir des opportunités de croissance pour Capgemini Technology Services en termes d'activité, de maximiser l'apport de valeur, de consolider les prises de positions auprès des clients, de créer des opportunités croisées auprès des clients et ainsi de devenir le leader sur le marché du testing, la société Altran Technologies S.A.S et la Société ont conclu une convention d'apports partiels d'actif des branches d'activité Finance et Public Sector (ci-après « FPS ») et IT France de la société Altran Technologies S.A.S. au profit de la Société, en date du 16/02/2022.

Aux termes des décisions du 01/04/2022, les associés de la Société ont approuvé les apports partiels d'actif réalisés au bénéfice de la Société par la société Altran Technologies S.A.S., de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant :

- sa branche d'activité « Finance & Public Sector » (FPS). Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 30 980 279,22 € dont 111 561 € à titre d'augmentation de capital et au moins 30 868 718,22 € à titre de prime d'apport moyennant l'attribution au profit de la société Altran Technologies S.A.S. de 111 561 actions nouvelles de 1 € ;

- sa branche d'activité « IT France ». Cet apport a été effectué pour un montant net au moins égal à 50 979 032,25 € dont 239 707 € à titre d'augmentation de capital et au moins 50 739 325,25 € à titre de prime d'apport, moyennant l'attribution au profit de la société Altran Technologies S.A.S. de 239 707 actions nouvelles de 1 €.

Après les apports partiels d'actif des activités FPS et IT France, le capital social de la Société est, au 1er avril 2022, de 7 296 894 € et réparti entre les quatre associés comme suit :

- Capgemini France S.A.S. : 75,39%
- Sogeti S.A.S. : 19,08%
- Capgemini Engineering Research and Development S.A.S. : 0,72%
- Altran Technologie S.A.S. : 4,81%